



ÉCONOMIE & ENTREPRISE

Les ambitions de Xavier Niel chez le géant britannique des télécoms Vodafone

Le propriétaire d'Iliad, la maison mère de Free, ne dissimule pas son envie d'influer sur la stratégie de ce poids lourd européen, dont il est en passe de devenir le premier actionnaire

La manœuvre a surpris plus d'un observateur du marché des télécoms. Vendredi 10 juillet, Xavier Niel s'est entendu avec l'opérateur émirati e& pour lui racheter ses 16,2 % dans Vodafone pour 4,4 milliards de livres sterling (5,1 milliards d'euros) à travers un véhicule d'investissement baptisé Vega. Cette société a annoncé, jeudi 16 juillet, un accord avec plusieurs banques pour porter cette participation à 18,80 %, correspondant à 19,87 % des droits de vote, sans en préciser le prix. Cet investissement reste toutefois soumis à l'obtention d'autorisations en matière de concurrence et d'investissements directs étrangers, attendues « d'ici à la fin de l'année [2026] ».

Avec cette opération d'envergure, le milliardaire (actionnaire à titre individuel du Groupe Le Monde) deviendra le principal actionnaire de Vodafone, un des poids lourds des télécoms en Europe aux côtés de l'allemand Deutsche Telekom, du français Orange ou de l'espagnol Telefonica. Du haut de ses 297 millions d'abonnés dans 15 pays, notamment au Royaume-Uni, en Allemagne et sur le continent africain, Vodafone a publié un chiffre d'affaires annuel de plus de 40 milliards d'euros au terme de son exercice décalé achevé fin mars.

Plombé par des guerres de prix dans différents pays, l'opérateur a beaucoup souffert ces dernières années, le contraignant à vendre ses activités en Espagne, en Italie et en Hongrie. Au Royaume-Uni, le groupe a fusionné avec Three UK, filiale locale du hongkongais CK Hutchison, afin de réduire la concurrence dans la téléphonie mobile et doper ses profits.

Pour réduire les coûts, la direction a aussi lancé, en mai 2023, le plus grand plan social de son histoire, visant à supprimer 11 000 emplois, soit 12 % de ses effectifs. Un traitement de choc, qui

a permis de réduire ses pertes abyssales de près de 4,2 milliards à 397 millions d'euros sur un an.

« Améliorer les performances »

Si Xavier Niel n'entend pas, pour le moment du moins, lancer d'offre publique d'achat sur le groupe britannique, il ne dissimule pas son envie de peser sur sa stratégie. Le milliardaire a rappelé le 10 juillet qu'il n'a guère l'habitude de jouer les actionnaires dormants, vantant sa capacité à « aider » les entreprises cotées où il est minoritaire à « améliorer leurs performances ». Xavier Niel a notamment évoqué le cas de Millicom, un groupe de télécoms en Amérique latine, dont il détient désormais 46 % du capital : de vastes mesures de réduction des coûts ont permis, selon Iliad, de faire progresser son flux de trésorerie « de plus de 60 % » entre 2022 et 2025.

Même si le magnat des télécoms soutient que Vodafone est récemment devenu une « une entreprise plus simple » et « prête pour une nouvelle phase de croissance » après de lourdes restructurations, James Ratzner, analyste à New Street Research, le voit bien « réaliser les mêmes [réductions de coût] » que celles effectuées dans d'autres pays, a-t-il affirmé au *Financial Times*.

Analyste à AlphaValue, Jean-Michel Salvador considère que Xavier Niel « va sans doute chercher à avoir des sièges au conseil d'administration et à contrôler sa gouvernance ». Et, si nécessaire, ajoute l'analyste, il n'hésitera pas à « changer de direction » et à pousser Margherita della Valle, la directrice générale, vers la sortie. Même son de cloche pour Paolo Pescatore, analyste à PP Foresight : « Il est peu probable que Xavier Niel reste passif ou s'abstienne de toute remise en question », souligne-t-il, estimant que « la pression sur Margherita della Valle pour obtenir des résultats s'est accrue ».

Or, leurs relations ont parfois été électriques. En janvier 2024, le propriétaire d'Iliad n'a guère apprécié de voir Vodafone rejeter son chèque de 10,45 milliards d'euros pour ses activités italiennes, au profit de l'offre de 8 milliards d'euros de son rival suisse Swisscom, jugée moins risquée au regard des règles de concurrence. Alors qu'il possédait, à l'époque, une participation de 2,5 % dans Vodafone (depuis revendue), Xavier Niel avait vivement critiqué la direction : « Nous avons perdu beaucoup d'argent depuis l'achat de nos actions Vodafone, et je ne suis pas convaincu par la gestion de l'entreprise », déclarait-il au quotidien du dimanche britannique *The Sunday Times*, le 23 mars 2024.

Rachat de SFR

Avec cette opération, Xavier Niel accélère sa course aux acquisitions dans les télécoms. C'est le cas en France, où il s'est accordé, le 6 juin, avec ses rivaux Bouygues Telecom et Orange pour racheter conjointement SFR à Patrick Drahi contre un chèque de 20,35 à 21 milliards d'euros.

Il en va de même à l'étranger. En Europe, où Xavier Niel possède des opérateurs en Italie, en Pologne, en Irlande, à Monaco ou en Suisse, il a racheté l'ukrainien Lifecell en 2024 pour 524 millions d'euros. Et, plus récemment, il a mis la main sur l'opérateur chilien Telefonica Chile pour 1 milliard d'euros, par le biais de sa société NJJ et Millicom. Désormais, ses participations dans les télécoms « s'étendent sur 26 pays » et génèrent « plus de 24 milliards d'euros de revenus annuels », précise Vega dans son communiqué. ■

PIERRE MANIÈRE



**Plombé par des
guerres de prix
dans différents
pays, l'opérateur
a beaucoup
souffert ces
dernières années**

